



CONVERGENCE SERVICES PUBLICS D'INDRE ET LOIRE

L'humanité vit des jours terribles avec une épidémie qu'on n'avait pas su anticiper... S'y ajoutent le recul des services publics, (100 000 lits supprimés à l'hôpital, des services d'État réduits à la portion congrue dans leur capacité d'intervention (sauf pour le sécuritaire)... Les plus fragiles paient le prix fort (personnes âgées, malades, précaires, chômeurs, ...)

Un modèle de développement est interrogé, à la fois par le phénomène de mondialisation trouvant sa justification dans la recherche du moins disant social et fiscal, par le gaspillage et l'épuisement des ressources naturelles générant pollution et réchauffement climatique.

La majorité des Français exprime un sentiment de défiance à l'égard du gouvernement en dénonçant l'impréparation, les annonces contradictoires, l'incurie et les mensonges dans l'affaire des masques et autres équipements sanitaires indispensables.

La responsabilité est renvoyée vers les collectivités, alors que le gouvernement a réduit leurs dotations financières et demande de supprimer 70.000 emplois d'ici 2020 !!!

Les collectivités sont indispensables dans notre paysage démocratique. Ainsi des communes comme La Riche et d'autres qui distribuent à tous les habitants des masques en tissu fabriqués sur place, ainsi le département d'Indre-et-Loire qui est intervenu auprès du ministère de la santé avec de grandes difficultés pour que le Laboratoire de Touraine puisse pratiquer des tests.

Ensemble: citoyens, élus, militants syndicaux, associatifs, politiques, construisons le jour d'après !

Patrick pour *La convergence de défense et développement des services publics d'Indre-et-Loire*

Lien pour accéder au Texte de la convergence Nationale sur le 1 mai

<https://www.convergence-sp.fr/1er-mai-plus-jamais-ca/>



Un premier mai sans manif, mais nos exigences sont toujours d'actualité

Il se prépare un 1^{er} mai sans les manif habituelles. Nos imaginations sont stimulées sur les bases des intersyndicales.

Notre identité et nos exigences de plus de Services Publics sont criantes dans cette actualité !

Notre exigence de services publics représente un basculement vers une société qui s'émancipe du marché.

Les services publics et leurs développements, c'est ce qui ne doit pas être soumis aux lois du marché car ce sont eux qui font tourner la société. **La politique de santé publique** (= bien commun) **n'a pas à dépendre du marché**. Elle doit être, aussi préventive !!! Oui ça coûte !!

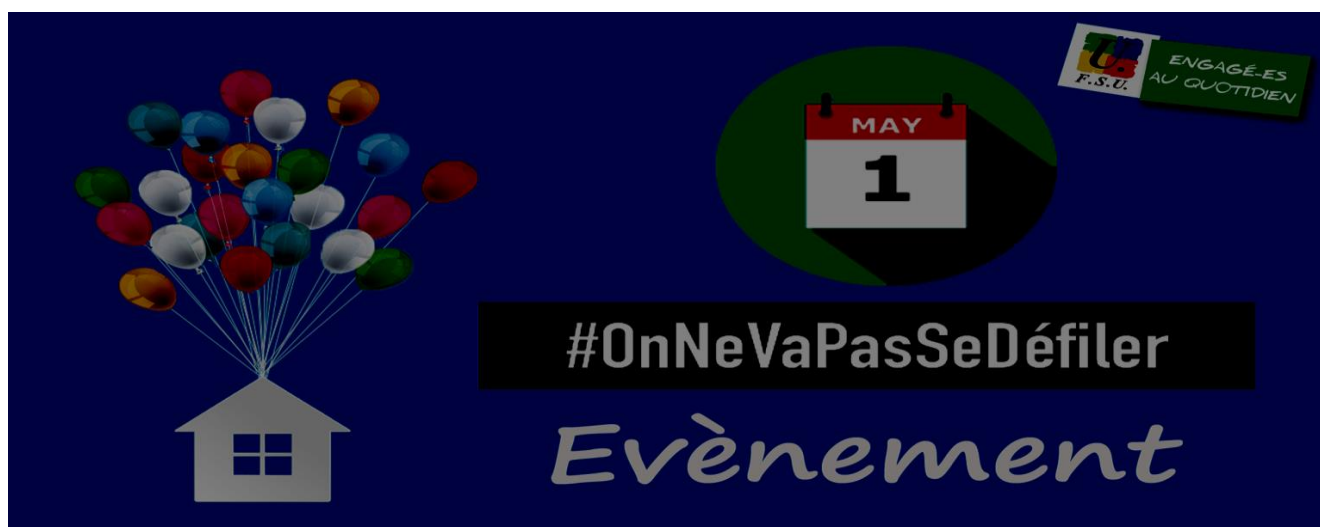
Mais les exemples de notre actualité montrent bien que l'anticipation et **la qualité du service public** sont vitales: lits, masques, respirateurs, matériels, nombre de soignants et de personnels non soignants etc ..Oui ça coûte !, et **les solutions pour payer existent, c'est un choix de société et c'est permettre à tous de pouvoir en bénéficier**. Confier au privé coûterait plus cher et rendrait la santé publique accessible qu'à une partie de nos concitoyens !

Nos petites mains, il faut se battre pour qu'elles soient reconnues avec des salaires décents dès le niveau des embauches car nous voyons bien que sans eux rien ne serait possible aujourd'hui.

Les «petites mains » sont aujourd'hui devenues visibles ! Dans une manif, ce premier mai, cela se serait vu, alors soyons créatifs pour qu'elles soient visibles et qu'elles le restent demain.

Partout, fabriquons nos pancartes, aux fenêtres dans le coin de rue. Invitons nos voisins, nos amis à en faire de même. Faisons un grand 1er mai !

Nicole



Réouverture des écoles : l'usine à gaz !

La date annoncée est le 11 mai pour les crèches et les écoles primaires, en juin éventuellement pour les lycées... Mais comment faire avec des écoles équipées ou non à recevoir les élèves, comment faire avec des effectifs réduits de moitié, comment s'occupe-t-on des enfants et concilier vie professionnelle et responsabilités parentales ?

Le risque est de voir les inégalités s'accroître selon le milieu familial et les territoires. Les enfants décrochés sont et seront les premières victimes.

La décision (et surtout la responsabilité) est largement renvoyée vers les maires.

Pour la FSU, le conseil scientifique mis en place par le président de la République « propose de maintenir les crèches, les écoles, les collèges, les lycées et les universités fermés jusqu'au mois de septembre ».

Elle demande des « consignes sanitaires strictes pour protéger les enseignants, les élèves et les familles; dans l'immédiat, les garanties sanitaires ne sont pas satisfaites et les conditions ne sont pas réunies pour une réouverture le 11 mai » (24 avril 2020)

Pour Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, compte-tenu de la situation, la rentrée scolaire, c'est le 1^{er} septembre !

Alain

<https://framaforms.org/petition-pour-le-maintien-des-postes-reussite-cycle-2-dans-le-departement-de-lindre-loire-1586609284>

VACCIN, SERUM ET MEDICAMENTS CONTRE LE COVID 19 : SOLIDARITE D'ABORD

Le vaccin, le sérum ou les médicaments à venir contre le COVID19 ne doivent pas être un objet de spéculation. Certes ces outils indispensables de lutte contre la pandémie ont un coût. Ce coût doit intégrer les frais de recherche et de production.

Mais la coopération entre laboratoires doit prévaloir sur la tentation de la compétition. Pour cela les pouvoirs publics doivent assurer le pilotage et le contrôle de la production et la distribution au meilleur coût.

Quels que soient les pays, l'ensemble des populations doivent y avoir aisément accès. C'est l'occasion de revoir les moyens de recherche et de lutte contre les pandémies, les maladies endémiques des pays du Sud peu solvables, qui n'intéressent pas les multinationales de la pharmacie.

L'organisation mondiale de la santé (OMS) est compétente pour veiller au respect de cette exigence morale élémentaire.

L'Union européenne, et notamment la France, doivent réagir vite et efficacement à cette situation d'urgence sanitaire.

La puissance publique ne doit pas abandonner la recherche et la production des médicaments à des intérêts privés (1). La satisfaction de la recherche du profit doit être remplacée par celle de l'intérêt général.

Les citoyens doivent disposer de la maîtrise des moyens et de l'orientation de la recherche pour préserver leur santé, et de véritables services publics.

La santé c'est notre bien commun !

1: Sanofi , dont les ressources proviennent pour l'essentiel de la sécurité sociale, verse 4 milliards de dividendes aux actionnaires , chiffre en augmentation par rapport à l'année dernière ...Avec le Covid, le chiffre d'affaire est en hausse !

Défendons l'inspection du travail et ses inspecteurs au service du droit et de la santé au travail.

« Il faut que les fonctionnaires servent l'Etat mais pas le gouvernement » disait Michel JALLAMION (président de la Convergence Nationale) lors de la conclusion de notre journée du 1er février à Tours.

Or, comme le préfet de police de Paris, le sinistre Didier Lallement qui disait à une manifestante « qu'elle n'était pas de son bord », **Mme Muriel Pénicaud, en suspendant le 15 avril Anthony Smith, un inspecteur du travail de la Marne qui a simplement fait son travail en prescrivant pour protéger les salariés l'utilisation de masques pour les aides à domicile d'une entreprise de son secteur, montre, s'il en était nécessaire la philosophie de ce gouvernement qui veut faire de la fonction publique une entreprise au service de son idéologie et surtout sans contre-pouvoir possible.**

On nous parle des gestes barrières ? De l'utilité des masques, en général ou dans les transports ? Il faudrait ne pas se parler à moins d'une distance respectable ? Il faudrait ne pas se promener dans la nature ? Il ne faudrait pas être les uns sur les autres lors de nos courses au supermarché ? etc... Que dire alors de la proximité des ouvriers de l'industrie sur les chaînes de travail ? Que dire des ouvriers qui travaillent sans aucune protection sur les chantiers du BTP ? Que dire des salariés sans protection dans les entrepôts des grandes marques de distribution qui ne peuvent pas travailler avec des masques ou des visières (à cause de la buée qu'ils dégagent quand ils travaillent)... Nous pouvons multiplier les exemples qui montrent que **nous avons besoin d'une inspection du travail honnête et indépendante, et non aux ordres du projet politique de la ministre du travail et de son idéologie néolibérale !**

L'inspection du travail et ses fonctionnaires doivent être au service exclusivement des citoyens/travailleurs et faire strictement respecter le code du travail !

Benoit

Pour signer la pétition de soutien à Anthony SMITH

<https://www.change.org/p/muriel-pénicaud-abandon-des-poursuites-contre-anthony-smith>



Ensemble, préparons le Jour d'Après, avec un même mot d'ordre : « plus jamais ça ! ».

Avec 15 organisations(*), nous appelons chaque citoyen-ne-s, vous, à faire entendre sa voix pour défendre des mesures sociales, environnementales et féministes et construire, ensemble, le monde d'après.

La crise sanitaire actuelle a mis le monde à l'arrêt tout en le précipitant dans l'urgence, celle de sauver des vies. Celle, aussi, de repenser et reconstruire un système qui, la preuve vient d'en être dramatiquement donnée, ne mène qu'à l'impasse. Une impasse sanitaire, mais aussi sociale et climatique, pour laquelle nous sonnons l'alarme depuis des années.

Aujourd'hui, une opportunité historique nous est donnée : celle d'une remise à plat d'un système injuste, climaticide et sexiste. Celle de réaliser les changements politiques nécessaires, les plus importants de ces dernières décennies. Celle d'un progrès collectif, jamais réalisé depuis des générations, pour un monde juste et durable. Celle de construire un monde « d'après » qui profite à toutes et tous et non plus à une minorité privilégiée, et préserve notre avenir et celui de la planète.

Dans ses dernières déclarations, Emmanuel Macron a appelé à des « *décisions de rupture* » et à placer « *des services (...) en dehors des lois du marché* ». Au-delà de grands discours, l'heure est aux actes.

En tant que citoyen-ne-s, nous avons toutes et tous le pouvoir de nous faire entendre pour prendre part à ces décisions qui impacteront durablement nos vies et celles des générations futures. Aujourd'hui, ensemble, défendons les mesures sociales, écologiques, féministes, qui s'imposent.

Défendons ensemble des mesures urgentes et de long terme pour la justice sociale et climatique

Tirons les leçons de la crise actuelle et pallions aux dysfonctionnements générés par les politiques menées depuis des années.

La protection et la promotion des services publics doit être une priorité, dès aujourd'hui et pour demain. Ils sont les garants de notre santé, de notre éducation, de notre avenir. Ils sont les

meilleures armes face à des inégalités croissantes et les garants du respect des droits fondamentaux. Les protéger, c'est investir dedans. C'est aussi revaloriser les personnes qui y travaillent et leur donner les moyens d'agir.

La crise sanitaire actuelle est une loupe grossissante d'inégalités criantes. Nous ne pourrions accepter que les choix politiques qui seront faits viennent les accentuer. Ils devront au contraire les réduire, en priorité pour les femmes, aujourd'hui en première ligne de la crise, et pour les plus vulnérables, en France et dans le monde.

Enfin, nous voyons aujourd'hui toute la violence humaine et sociale d'une crise qui a pris nos sociétés de cours. Ne faisons pas la même erreur face à la crise climatique, dont les effets se font déjà sentir fortement et qui seront encore plus dévastateurs à l'avenir. Les choix faits pour demain ne doivent en aucun cas privilégier le court terme, et sacrifier la planète à une croissance « coûte que coûte ». Une autre voie est possible, et ensemble, nous pouvons la défendre.

Aujourd'hui, nous avons le pouvoir de construire le monde de demain, pour qu'il soit le reflet de nos aspirations : un monde plus juste, durable et solidaire.

Ne laissons pas les décisions se prendre sans nous et contre nous.

Nous avons le pouvoir citoyen.

Signez la pétition

Action Non-Violente COP 21, Alternatiba, les Amis de la Terre France, Attac France, CCFD Terre Solidaire, Confédération paysanne, CGT, Convergence nationale des Services Publics, Fédération syndicale unitaire (FSU), Fondation Copernic, Greenpeace France, Oxfam France, Reclaim Finance, Union syndicale Solidaires, 350.org

L'appel peut être signé sur les sites des organisations signataires.

*Rejoignez nous !
Convergencesp37@gmx.com*